

MEMORANDUM À PRÉSENTER À MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA CÔTE D'IVOIRE
SON EXCELLENCE Mr. FELEX HOUPHOUET-BOIGNY
PAR MANGOSOTHU G. BUTHELEZI, PREMIER MINISTRE DE KWAZULU, PRÉSIDENT
D'INKATHA ET DE L'ALLIANCE NOIRE SUDAFRICaine -YAMOUSSOUKRO, CÔTE
D'IVOIRE, NOVEMBRE 1986

Monsieur le Président, vous avez été le chef reconnu de votre partie pendant 40 ans et vous avez été Chef d'État de la Côte d'Ivoire pendant 20 ans. Vous êtes considéré comme l'homme d'état le plus ancien de l'Afrique et vous êtes respecté partout pour la façon dont vous avez amené votre pays à des réalisations qui sont considérées vraiment remarquables dans les cercles internationaux. Vous avez accompli cela parce que en vrai démocrate vous avez conscience des besoins non seulement de votre pays mais de l'Afrique entière, ainsi que connaissance des circonstances africaines et internationales sous lesquelles vous avez guidé votre pays avec distinction. Vous êtes bien informé en ce qui concerne l'Afrique du Sud et je ne pense pas, Monsieur le Président, que j'ai besoin de changer vos idées. Donc si je fais un résumé de la situation sudafriacaine, je le fais spécifiquement pour définir les idées d'Inkatha en ce qui concerne les réalités autour de nous. Je pense qu'il est nécessaire que je fais cela personnellement en vue de tant de déformations qui ont été propagées au sujet d'Inkatha par ses ennemis dans le monde entier.

En Afrique du Sud il y a de la controverse politique, et la polarisation Noirs/Noirs a maintenant atteint des proportions qui commencent à menacer la conséquence finale de la lutte continue pour la libération qui a commencé en 1910 (et même avant).

Je mentionne particulièrement l'année 1910 parce que c'est l'année dans laquelle l'Acte de L'Union a créé l'Afrique du Sud moderne comme nous la connaissons aujourd'hui. Par cette Acte de l'Union les Noirs ont été expropriés de leurs terrains, refuser le vote et jeter dans le rôle de serfs qui n'existent que pour l'avantage des Blancs. Aujourd'hui nous entendons beaucoup au sujet d'une lutte armée et la nécessité de réaliser un changement radical en Afrique du Sud par la violence. Celà n'a jamais été l'idée des martyrs de notre combat. Ce n'est maintenant pas l'idée

d'une grande majorité de gens en Afrique.

Après que la conquête coloniale avait amener à l'Acte de l'Union , la réponse nationale des Noirs sud africains à la situation dans laquelle ils se trouvaient par la force des circonstances était d'organiser une lutte contre l'oppression par des moyens non-violent. Tout en étant conquis et en résistant la conquête, les Noirs sud africains avaient été témoins d'un siècle de guerre. En fait, c'était en 1906 que la dernière rébellion armée, the Bambatha Rébellion, a eu lieu, et celà dans ma propre contrée de Kwazulu. En 1912 quand le Congrès National Africain fut formé les Noirs sud africains déposaient leurs armes parce qu'ils voyaient qu'ultimement la victoire viendrait par opposition démocratique à l'oppression raciale. A travers un demi siècle d'effort et de sacrifice, l'Afrique du Sud Noire poursuivait des tactiques et stratégies non-violentes et en faisant ainsi construit une énorme force Noire internationale qui finalement maintenant a rendu l'Apartheid impraticable.

Apartheid n'est pas impraticable parce qu'il y a la menace du dehors de l'attaque militaire de l'ANC. Apartheid est impraticable parce que c'est inhumain et ne peut être soutenu sans être finalement défier avec succès par les forces de la démocratie. Apartheid est une forme de dictature sociale, politique et économique qui ne pouvait jamais avoir été fait pour durer. Celà a eu son temps et le moment de sa défaite est déjà arrivé. La victoire pour la lutte non-violente est maintenant assurée, et il n'y a maintenant aucune raison d'abandonner les tactiques et stratégies avancées déjà si loin pour amener le changement radical réclamé par le monde entier.

Je ne suis pas pour des tactiques et stratégies non-violentes parce que je n'ai pas le coeur de faire autre chose. Je suis de descendance de guerriers, Nous savons ce que c'est la guerre, nous avons été formé par la guerre. C'est notre propre expérience de la guerre qui a demandée que nous apprenons la leçon de l'Afrique, c'est à dire qu'il est très difficile d'établir des démocraties honnêtes par des programmes de révolution violente.

Vous, Monsieur le Président, vous avez amener votre pays à des sommets d'accomplissement sur le sol africain, parce que vous avez été un démocrate. Vous n'avez jamais adopté la tactique de la terre brûlée qui dénuderait le pays que vous alliez gouverner un jour. Vous avez prouvé que vous êtes

un maître dans la politique démocratique et la diplomatie internationale, et je crois, Monsieur le Président, que si vous n'aviez pas gouverner comme vous l'avez fait, la Côte d'Ivoire n'aurait pas été si avantageusement placée qu'elle est maintenant, pas seulement en Afrique Occidentale mais en Afrique entière.

Monsieur le Président, vous n'avez pas fait appel à l'Afrique pour négocier avec l'Afrique du Sud parce que vous vous trouvez dans une position faible. Vous avez demander de negocier parce que étant un fils de l'Afrique vous voyez des négociations avec l'Afrique du Sud dans l'intérêt de l'Afrique. Vous avez eu le courage, Monsieur le Président, de faire cette appel il y a 16 ans, et vous n'avez pas hésité de tenir votre engagement à la force de la négociation pendant les 16 années qui sont écoulées depuis votre premier appel. Sincèrement j'espère que les Noirs sud-africains justifierons vos grandes espérances et que vous serez témoin du succès final de l'opposition non-violent à l'Apartheid, le crime contre l'humanité.

La lutte en Afrique du Sud sera gagnée par des tactiques non-violentes. Même si l'impatience Noire crie pour vengeance par la violence; on ne bâtit pas des nations sur la vengeance. On bâtit des nations sur la diplomatie et la sagesse. Je m'adresse à vous, Monsieur le Président, croyant que vous partager les mêmes idées de base avec la majorité des Noirs sud-africains.

Si la lutte doit être gagné par opposition non-violente nous devons regarder les forces régnantes et opposées dans la lutte démocratique en Afrique du Sud. Premièrement, Monsieur le Président, je voudrais vous expliquer mon idée sur les essais de réforme du Président d'État et du Gouvernement sud-africain. D'abord je suis convaincu que les efforts de réforme de Monsieur P.W. Botha, Président d'État, sont une nécessité en vue du fait que l'Apartheid est impraticable. Ce ne sont pas des mesures morales et hardies. Ce sont des mesures nées de nécessité, et quand je dis que la nécessité est la mère de l'action, alors cette action doit être prudemment évaluée. Positivement, le Président d'État est le premier Blanc sud-africain qui s'est tourné vers la diplomatie. Il a courageusement abattu quelques vaches sacrées de l'Apartheid. Je crois que s'est un homme sincère qui s'est engagé à faire son possible. C'est donc doublement tragique que le mieux qu'il puisse faire est tellement limité par sa conception persistante

de Blanc de ce qui est une démocratie parlementaire.

C'était lui le père de la nouvelle Constitution Triennale. La constitution était concue et finalisée au Conseil du Président, et Mr. P.W. Botha, l'arbitrait et le guidait pour faire ce qu'il a fait. C'est lui qui menait la Partie Nationale à accepter la constitution actuelle. Dans cette constitution 72% des Sud-africains qui sont noirs n'étaient non seulement sans vote, mais ils étaient dénationalisés dans le vrai sens du mot. La nouvelle constitution convevait comme domaine final de décision par les Blancs pour les Blancs 4/5 de l'Afrique du Sud. La constitution actuelle accorde aux Blancs l'ultime pouvoir social, économique et politique dans ces 4/5 de l'Afrique du Sud. Auqu'une réforme valable ne peut résulter du Parlement Triennale actuel. Je le rejette partiellement et entièrement. Je ne participerai pas si je serais inviter de joindre, et je n'ai jamais participé à aucune activité politique qui travaille pour le légaliser.

Quand au Conseil du Président avait été assigné la tâche de former la nouvelle constitution, le Président d'État essayait de nommer un Conseiller Noir, ce qui légaliseraient les décisions prises par les Blancs. J'ai refusé d'avoir à faire quoi que ce soit avec cela et finalement personne n'était nommé. Après que la nouvelle constitution était devenue une réalité, le Président d'État a établi un Comité au Cabinet Special qui a la responsabilité de negocier les développements politiques noirs. Ce comité du Cabinet Special a maintenant travaillé pour environs 3 ans sans produire quoi que ce soit. Je n'ai assisté à auqu'une conférence de ce comité et je n'ai aucune relation avec eux, soit directement ou indirectement. Quand le monde entier s'est rendu compte que ce comité n'allait pas réaliser ce que le Président d'État avait espéré qu'il réaliseraient le Président formait un Forum de Négociation non-statutaire. De nouveau moi je ne voulais pas participer parce que c'était de nouveau une organisation travaillant pour légaliser l'exclusion des Noirs du processus parlementaire du pays. De nouveau cette nouvelle structure n'avait aucun résultat.

La démarche suivante du Président d'État était l'annonce de la formation d'un Conseil National, et, Mr. Le Président, pour la première fois dans sa carrière politique Mr. P.W. Botha était près à s'attaquer aux questions centrales en Afrique du Sud. Les objectives principaux du Conseil National sont:

- (a) offrir participation dans l'organisation et la préparation d'une dispensation constitutionnelle qui stipule la participation à la tâche de gouverner par tous les citoyens sud-africains.
- (b) sur base d'interim accorder à tous les citoyens noirs sud-africains une voix au gouvernement pour veiller sur leurs intérêts.
- (c) nourrir des relations saines, la dignité humaine, droits et liberté entre tous les citoyens sud-africains.

Celà sont des mots que le monde entier s'attendait d'entendre. La question central que les Noirs sud-africains doivent se poser maintenant est si la structure du Conseil National, ses membres et son rôle constitutionnel sont tels que les objectives puissent vraiment être réalisés. Monsieur le Président, pour faciliter les choses veuillez trouver ci-inclus l'ébauche qui a été publiée et qui montre ce que le Conseil devrait être et ce qu'il devrait faire. Je trouve des contradictions sérieuses dans la structure du Conseil, ainsi que dans les fonctions futures, les desseins et objectives que le Conseil à recu.

Certains points dans cette ébauche ne valent même pas une examination détaillée. Plutôt que de regarder les détails je suggère Votre Excellence de me permettre de definir la tâche qu'un conseil pareil aurait. Les Noirs au Conseil devraient faire accepter par leur propre électorat les décisions prises par le Conseil. En cas que seulement quelques chefs Noirs sélectionnés seraient permis de participer au Conseil, je comprends très bien que les chefs Noirs auront énormément de difficultés pour faire accepter par les Noirs sud-africains les décisions prises au Conseil. La possibilité de réunir tous les Noirs de l'Afrique du Sud derrière les décisions atteintes par chemin démocratique depend entièrement d'une démocratie Noire sans restriction. Pendant que les chefs Noirs restent emprisonner et des organisations Noires bannies, je ne suis pas prêt à joindre le Conseil. Dr. Nelson Mandela, Mr. Zeph Mothopeng et les autres prisonniers politiques doivent être libérés pour leur donner la possibilité de participer au Conseil. S'ils décident de ne pas participer je réconsidérerais ma position, mais si après avoir bien réfléchi je serais toujours convaincu de la valeur du Conseil, alors -et en cas que quelques de ses erreurs fondamentales auraient été corrigées- je me sentirais libre de participer.

Les négociations amèneront seulement une détente dans la situation sud-africaine si les décisions prises sont acceptables sur le plan de l'électorat. Rien ne marchera en Afrique du Sud si ce n'est pas supporter par les masses Noires. Pendant que le gouvernement sud-africain continue de poser des restrictions sur la démocratie Noire, l'espoir de gagner du support national pour des décisions nationales restera très faible. C'est pour celà que ma prière particulière aux gouvernements en dehors de l'Afrique du Sud a été de supplier le Président de libérer Dr. Mandela et les autres prisonniers politiques.

Aussi je pense, Monsieur le Président, que le Conseil National n'aura pas du succès dans la poursuite des objectives comme indiquées dans l'ébauche s'il ne reçoit pas du pouvoir constitutionnel. S'il doit être seulement une organisation consultative moi-même et des autres chefs Noirs ne le toucheront même pas avec des pinces. Le Président d'Etat doit faire un pas courageux en avant en libérant les chefs Noirs du prison, et en donnant du pouvoir au Conseil. Si les chefs sont libérés, le Conseil donné du pouvoir, et si le Président d'Etat déclare spécifiquement que le Parlement Triennal est condamné à mort, et s'il demande le Conseil National de participer pour former une nouvelle structure parlementaire, alors le Conseil National seraient bien digne de support. Le Président d'Etat n'est pas allé plus loin que de concevoir les objectives du Conseil mais refuse de lui donner du pouvoir; il refuse de libérer Dr. Mandela et des autres et il n'a donné auqu'une indication publique que la structure triennale parlementaire actuelle est en vérité déjà damnée.

Je pense, Mr. Le Président, que je devrais vous informer personnellement de mon attitude envers les sortes de réformes que le Président d'Etat essaie de réaliser, et de vous dire que le Président d'Etat ne touche pas les causes principales qui sont derrière la violence montante en Afrique du Sud.

Il n'y a que de la valeur dans la politique de négociations s'il y a quelque chose à donner et quelque chose à recevoir. Des négociations ne mènent à rien si les deux parties se confrontent avec des idées qui sont tellement vastes et tellement recherchées qu'elles annulent le but de la négociation. Les Noirs sud-africains doivent décider sur quoi on peut négocier et sur quoi pas. Je pense que nous les Noirs doivent être prudent en prenant ces décisions. Il serait imprudent de ne pas insister que l'Afrique du Sud est un pays avec un peuple, et tous ses groupes ethniques, mais avec un destin. La fragmentation de l'Afrique du Sud en tant de petits états Noirs et un

état Blanc central est une autre prescription d'Apartheid menant au désastre. La notion qu'un pays n'a pas un seul parlement souverain n'a pas de sens. Il doit y avoir un parlement et il doit y avoir le vote général pour les adultes. Chaque tentative de trouver une solution en dehors de ces conditions principales sont condamner à échouer. Nous les Noirs, nous ne pouvons pas négocier au sujet de l'existence de L'Afrique du Sud vu la situation de l'Afrique du Sud actuelle. Il doit y avoir de l'égalité devant la Constitution, et il doit y avoir de l'égalité devant la loi. Celà pour nous n'est pas un point à discuter. Monsieur le Président, le système de gouvernement un homme-un vote, est un de mes idéals précieux, que je partage avec la grande majorité des Noirs sudafricains. Mais, Monsieur le Président, chaque idéal ne peut pas être un obstacle à la négociation. Dans une situation où les idéals Blancs se heurtent aux idéals Noirs il est question de donner et de recevoir.

C'est pour celà que je suis préparé à considérer des formes alternatives de démocratie au système de gouvernement d'un homme-une voix dans un état unitaire. Il y a des grandes démocraties dans le monde qui sont de nature fédérale. On a essayé et examiné des moyens de garder la souveraineté d'un parlement central tout en donnant aux gouvernements régionaux la liberté maximum du pouvoir dans ses décisions. Je serais aussi préparé à regarder les avantages d'un système comme les cantons suisses, mais je suis certain, Monsieur le Président, que nous en Afrique du Sud ne savent pas re-découvrir une démocratie. Il serait imprudent de negocier un avenir qui est une hypothese et qui n'a jamais été essayée ailleurs dans le monde. Celà ferait de la Constitution le football des parties politiques. Les hommes ont lutté pendant des siècles pour découvrir la démocratie, et il serait prudent pour les Noirs sudafricains de négocier les sortes de démocraties qui ont été praticable ailleurs. Je me rends compte que les arrangements fédéraux diffèrent de pays en pays et que des différents systèmes fédéraux sont praticables comme système démocratique dans différentes régions du monde.

C'est pour celà que je prévois que n'importe quelle constitution qui emergera finalement en Afrique du Sud, devra être adaptée aux circonstances sudafricaines. Mais si ces circonstances sont telles qu'elles annulent les principes fondamentaux de la démocratie énoncés ailleurs, alors je suis d'avis que celà va trop loin. Pour moi il n'y a pas de democratie possible sans parlement souverain. Il n'y a pas de démocratie possible sans que la loi gouverne. Il n'y a pas de démocratie possible sans vote général pour

les adultes. Il n'y a pas de démocratie possible qui n'a pas une seule frontière nationale. Tout ce que j'a appris comme chef dans la lutte Noire pour la libération, et tout ce que l'Afrique a appris comme continent émergeant, m'apprend que les négociations produiront seulement une Afrique du Sud libre et démocratique si nos non-négociables contiennent seulement les principes fondamentaux de la démocratie dénudés de toute politique de parties. Moi, je n'aborde pas les négociations dans l'intérêt d'une partie politique, mais dans l'intérêt des Noirs sud africains.

l'Embouteillage politique en Afrique du Sud n'est pas brisé par le genre de réformes que le Président d'État à introduit jusqu'à présent. Même si ses réformes sont importantes dans la vie de millions de gens, ce ne sont pas des réformes qui vont briser la vague montante de la violence. Les alternatives aux négociations sont les programmes de la violence révolutionnaire. Je suis profondément engagé dans la non-violence, mais ce n'est pas un engagement basé sur des principes de pacifiste. Je crois que dans le passé de justes guerres ont du se faire dans le monde, et je doute très fort s'il n'y aura pas d'autres guerres justifiables dans l'avenir. Si oui ou non les circonstances demandent actuellement que l'Afrique du Sud Noire s'engage à une juste guerre, pose un nombre de questions profondément vexantes. Quand ces questions sont débattues je prétends que le débat devient faux s'il n'inclut pas les considérations sur les possibilités de victoire par une juste guerre. Selon moi, des justes guerres arrêtent d'être justifiables si elles deviennent des suicides. A ce carrefour de l'histoire sud africaine on doit se demander si une juste guerre peut être gagnée.

Moi, je ne suis pas préparé à utiliser le peuple Noir sud africain qui est le plus pauvre des pauvres et qui est la victime de l'Apartheid comme de la poudre à canon dans la poursuite des rêves de parties politiques. Celà est précisément ce que l'ANC essaie de faire maintenant. Non seulement ils font cela, mais ils sont en train de corrompre la vraie nature d'une juste guerre par les méthodes de violence qu'ils commencent à adopter maintenant. Pour moi ils restent deux questions: l'une est, si oui ou non une juste guerre peut être gagnée, et l'autre est si oui ou non la course de la violence qui émerge maintenant en Afrique du Sud est compatible avec les demandes d'une juste guerre? Quand des Noirs sud africains s'arment en bande pour tuer leurs compatriotes noirs parce qu'ils diffèrent en conviction politique, et parce qu'ils refusent d'accepter les tactiques et stratégies qui leur sont dictées alors je dis qu'une juste guerre n'a pas encore commencé. Une juste guerre

est une guerre contre l'opresseur. La proportion de la violence qui est maintenant commis par certains Noirs contre d'autres Noirs avec une brutalité inouïe pour les forcer de rentrer dans la lutte armée est une indication claire que les Noirs sud-africains ne sont pas encore prêt pour une juste guerre. Le temps pourrait venir qu'une juste guerre doit être faite, mais si ce temps arrive les Noirs sud-africains ne devront pas être brutallement battus en soumission par ceux qui conduisent la guerre.

L'ANC a essayé d'organiser une lutte armée classique du dehors pendant presque un quart de siècle. Pendant cette période le pouvoir militaire et le système de sécurité interne de l'Afrique du Sud se sont développé et amplifié comme jamais avant. L'attaque militaire n'a pas affaibli l'Afrique du Sud, et en effet elle réalisait si peu que le Président Sémore Machel n'avait pas d'autre choix que d'expulser de Mocambique le personnel armé de l'ANC. Il est un commandant militaire renommé, il n'aurait pas expulser l'ANC hors de Mocambique s'il avait pensé qu'ils avaient la moindre chance de succès dans leur lutte, même pour un avenir lointain. La lutte armée contre l'Afrique du Sud Blanche n'a pas arrêté l'élaboration continue d'Apartheid, ni l'accumulation du pouvoir sud-africain qui a permis à Pretoria d'envoyer ses troupes là où elle voulait. Après 25 ans d'efforts aucun chemin est fermé à cause de la lutte armée; le système de transport du pays est entièrement intact; les activités industrielles, commerciales et l'exploitation des mines ne sont pas disloqués, et l'armée est incontestée. La défaite de la lutte armée est claire pour tous.

Quand la lutte armée n'atteignit pas plus que d'inviter l'armée sud-africaine à détruire, les objectifs dans les pays voisins, les gouvernements des pays africains voisins devaient faire fin au fiasco dans lequel l'ANC les entraînait. L'ANC n'a pas eu une vraie base d'opération dans les pays voisins depuis quelques années maintenant. Elles ont toutes été détruites. L'ANC n'a pas de "tremplin". Il n'y a aucune région en Afrique du Sud qui est même vaguement menacée par eux et qui pourrait être changée en zone de libération. En face de la réalité de leur échec l'ANC National Executive à Lusaka s'est mis à fomenter ce qu'ils appellent si grandiosement la guerre du peuple.

Monsieur le Président, j'ai pris la liberté d'assembler pour vous le BBC Summary of World Broadcasts qui vous donnera les détails des émissions de l'ANC pour l'Afrique du Sud. Vous y trouverez, Monsieur le Président, des exhortations pour les Noirs de détruire l'économie sud-africaine. Ils

exhortent les Noirs à tuer leurs compatriotes Noirs qui ne se sont pas engagés dans la lutte armée et qui sont d'une façon ou l'autre éminents dans la politique de négociation. Plusieurs conseillers Noirs ont été brutalement tués suite à ces émissions. Elles encouragent la réaction des masses et l'ANC commence maintenant à propager en Afrique du Sud une sorte de violence qu'il ne sait pas diriger ni contrôler et que personne d'autre sera capable de diriger ni de contrôler.

La propagation d'une violence incontrollable et l'augmentation des confrontations des Noirs contre des Noirs qui mènent à des tueries violentes, ne sont pas des mesures permises par la conception d'une juste guerre. La lutte de l'ANC est devenue une lutte de partie politique; ce n'est plus une lutte sud-africaine pour la libération. Ils veulent devenir l'organisation Noire suprême dans le pays, et ils sont seulement intéressés de saisir le pouvoir et de gouverner comme un gouvernement retourné d'exil. Ils ne sont pas intéressés de créer des circonstances dans lesquelles la démocratie peut décider qui devrait gouverner et qui ne devrait pas. Les faits brutaux sont que l'ANC ne sait même pas arrêter la violence actuelle. Même si la communauté internationale aurait la formule qui pourrait amener à des négociations valables, l'ANC ne pourrait pas arrêter la violence afin de participer aux négociations. Il y a eu une augmentation de violence en Afrique du Sud. Permis les Noirs il y a un penchant croissant d'avoir recours à la violence, mais c'est une violence née du désespoir que l'ANC n'a pas instiguer et ne peut contrôler. C'est une violence destructive et seulement ceux qui n'ont pas d'espoir de gouverner honnêtement pouvaient adopter cette sorte de politique de la terre brûlée, que les instigateurs de violence poursuivent maintenant en Afrique du Sud. Monsieur le Président, une politique Noire de la terre brûlée confrontant une politique Blanche de la terre brûlée détruira les projets naissant d'une démocratie libérée du racisme en Afrique du Sud. Les démocraties ne naissent pas simplement de la sorte de violence que l'ANC essaye de propager. Ce sont des situations comme à Beyrouth qui émergent d'une violence pareille. La course de la violence nous menace maintenant et créera dans l'avenir une situation dans laquelle il n'y a pas de vainqueurs.

J'ajoute encore, Monsieur le Président, que le programme de violence de l'ANC a seulement été lancé quand elle était en exil pour déjà quelques années. C'est une décision qui n'a jamais été approuvée en Afrique du Sud Noire.

Je suis le chef d'un mouvement de masses, un mouvement de base, et je le gouverne démocratiquement. Ce sont les Noirs sud-africains ordinaires qui dictent ce que je fais, et je n'adopte jamais des points de vues qui n'ont pas été examinés pour

l'acceptation par les masses. Seul Inkatha a 1.3 million de membres et à chaque Conférence Générale Annuelle les chefs d'Inkatha sont demandés par les délégués de rendre compte de leurs actes. Les chefs d'Inkatha ont été choisis par le peuple et les tactiques et stratégies d'Inkatha ont été exprimées par le peuple. Vous, Monsieur le Président, en étant un homme d'État vous savez qu'aucun chef Noir peut rassembler tant de membres si l'organisation à la tête de laquelle il se trouve est complètement rejetée par le peuple.

Non seulement je fais une enquête des opinions parmis les membres d'Inkatha, mais je fais des enquêtes pareilles à des réunions de masses. Même dans le centre industriel de l'Afrique du Sud le peuple me donne raison si je lui parle comme à vous, Monsieur le Président, dans cette lettre. Aux réunions de masses que je tiens à Soweto assistent 30 à 40.000 personnes à la fois et là, comme ailleurs, je suis applaudi pour exprimer si précisément la volonté du peuple. Nous les Noirs sud africains rejettent la lutte armée. Nous la rejetons parce que nous ne l'avons jamais proclamée. Nous la rejetons parce qu'elle ne fait rien d'autre que de la poudre à canon des gens ordinaires. Nous la rejetons parce qu'elle est menée par des organisations qui ont abandonné les valeurs et les objectives nobles, qui ont toujours été d'importance centrale pour la lutte Noir sud africain. Je rejette la lutte armée parce que le chemin qu'elle prend n'a pas de base morale. Je rejette la lutte armée parce qu'elle est un instrument de libération inefficace, et je rejette la lutte armée parce que le peuple me demande de le faire.

Il y a un autre point que je veux souligner au sujet de la violence, Mr. le Président. La sorte de violence qui avance maintenant en Afrique du Sud est totalement différent de celle employée par Mr. Mugabe ou le Président Machel dans leur lutte. Ils ne sont pas retournés dans leur pays pour établir un gouvernement dans un pays brûlé par la violence. Les métropoles étaient laissées complètement intactes. Ils opéraient des zones libérées dans lesquelles ils ont amélioré le sort du peuple. L'ANC National Executive est en train de créer des circonstances que ni le Président Machel ni Mr. Mugabe ont jamais rêvés de créer. La destruction de l'économie et la création de l'anarchie dans les métropoles du pays -ce que l'ANC essaie maintenant de faire- ne sait pas conduire à une situation dans laquelle les Noirs sud africains se rendent compte qu'ils

se sont défait des entraves d'une dictature pour proclamer une autre. Je ne parle pas ainsi parce que je suis contre la Mission Extérieure de l' ANC. Je fais simplement une analyse. J'ai été un membre de l'ANC ayant qu'elle soit bannie, et malgré nos différents points de vue au sujet de violence et de stratégie j'ai toujours eu des relations cordiales avec Mr. Oliver Tambo jusqu'à 1980.

L'opposition internationale contre l'Apartheid comme crime contre l'humanité est fortement appréciée par les Noirs sud-africains, mais le front international contre l'Apartheid est hanté par la même division qui émerge maintenant en Afrique du Sud Noire. Il y a premièrement les vues radicalement opposées du pouvoir Communiste et des nations industrialisées de l'Ouest. Dans les nations industrialisées il n'y a pas un point de vue sur ce qui doit être fait en ce qui concerne l'Afrique du Sud qui n'est pas une controverse. Imposer des sanctions économique contre l'Afrique du Sud est une controverse. Le statut de l'ANC est une controverse. Dans chaque démocratie de l'Ouest l'Afrique du Sud devient de plus en plus un football politique dont les controverses, en fait, tournent plus autour du pouvoir des parties politiques qu'autour de la libération de l'Afrique du Sud.

Partout les gens deviennent de plus en plus aveugles envers ce que les Noirs eux mêmes aspirent. Les gens sont aveugles au point que des centaines de milliers d'ouvriers Noirs votent contre les sanctions parce qu'ils continuent de gagner leur vie en travaillant dans les usines contrôlées par des intérêts étrangers.

Le fait qu'il n'y a même pas aujourd'hui -malgré l'étendue de la violence- aucune usine qui ne produit pas, aucun pont de chemin de fer qui n'est pas debout, aucun service essentiel disloqué, prouve que les Noirs sud-africains ne supportent pas la lutte armée. Les Noirs sud-africains ne supportent pas la lutte armée; ni les sanctions parce que les Noirs sud-africains voient que les deux tiennent ensemble. Ceux qui crient le plus fort pour la lutte armée crient le plus fort pour les sanctions. Ceux qui sont profondément engagés pour la politique de négociations s'opposent très énergiquement contre les sanctions et la lutte armée.

Je crois, Monsieur le Président, que la réalité de la situation sud-africaine pourrait maintenant se placer sous une lumière plus claire au foyer international.

Le Président Reagan m'a spécialement demandé de le rencontrer au début de cette année et je le verrai sans doute de nouveau plus tard dans l'année, et lui il comprend certains points dont j'ai parlé. Madame Margaret Thatcher m'a demandé de la voir au No.10 Downing Street parce qu'elle aussi comprend. J'ai été l'invité officiel du Gouvernement de la République Fédérale de l'Allemagne pour la même raison. Dr. Helmut Kohl, Madame Thatcher et le Président Reagan forment une coalition forte en faveur de la voix de la raison en Afrique du Sud. Votre ami, Monsieur, Mr. Jacques Chirac, comme bourgmestre de Paris, m'a invité à Paris l'année passée pour les mêmes raisons. Après avoir eu des entretiens détaillés et privés avec chaqu'un d'eux je sais que leur coalition n'est pas basée sur le fait qu'ils sont en faveur de l'Apartheid. Ils sont implacablement contre l'Apartheid. Vous, Monsieur, êtes même encore plus contre l'Apartheid parce que vous êtes un fils de l'Afrique et vous aussi voyez la nécessité d'un arrangement en Afrique du Sud.

Partout en Afrique il y a des gens qui suivent la lutte et je sais, Monsieur, qu'ils me regardent entre autre avec la foi profonde que l'opposition non-violente à l'Apartheid triomphera à la fin. Nous avons besoin, Monsieur le Président, des gens comme vous pour forcer la main de l'opposition démocratique contre l'Apartheid. Nous avons besoin des gens comme vous pour fortifier la politique de négociation. Je crois, Monsieur le Président, que l'Afrique vous supplie de faire ce que vous faites, et je prie avec ardeur pour que vous trouviez de plus en plus d'allies, non seulement en Afrique mais aussi à l'Ouest, qui pourraient se joindre avec vous pour fortifier votre effort d'atteindre une solution juste et effective aux problèmes sud-africains.

Memorandum for
Presentation to
H.E. Ambassador-Boigny
by Chief Minister etc

Tiré de Foreign Affairs, automne de 1986, t.65,
no.1.

L'AFRIQUE DU SUD: QUE FAIRE

par Malcolm Fraser et Olusegun Obasanjo

A leur sommet d'octobre de 1985 à Nassau, les quarante-neuf membres du Commonwealth décidèrent d' "établir un petit groupe de personnages éminents du Commonwealth" qui essayerait d'encourager le processus de dialogue politique en Afrique du Sud. Le mandat du Groupe de Personnages Eminent, comme il s'appelait, fut établi par l'Accord du Commonwealth sur l'Afrique du Sud, ou soit l'accord de Nassau. Cet accord demandait au gouvernement sud-africain entre autres choses d' "entreprendre, dans le contexte d'une suspension de violence de tous côtés, un processus de dialogue à travers les lignes de couleur, politique et religion, afin d'établir un gouvernement représentatif et non-racial." La mission du GPE était d'encourager ce

Le Très Honorable Malcolm Fraser, nommé par le premier ministre australien au Groupe de Personnages Eminent fut premier ministre de l'Australie de 1975 à 1983. Le général Olusegun Obasanjo, nommé conjointement par le président de la Zambie et par le président du Zimbabwe, fut chef du gouvernement militaire fédéral de la Nigéria de 1976 à 1979. Les conclusions du groupe du Commonwealth furent publiées sous le titre, Mission to South Africa: The Commonwealth Report, (Penguin), 1986.

processus de "ne rien omettre qui puisse contribuer au changement paisible..."

Au cours de six mois les membres du groupe se retrouvèrent avec un assortiment uniquement varié et large de membres du gouvernement (avec qui il y eut plus de vingt réunions) et presque tous les leaders de la population noire, y compris Nelson Mandela, autres leaders du Congrès National Africain et du Congrès Pan-Africain et des états du front. Par suite à ces réunions et aux lignes directrices établies dans l'Accord de Nassau, le groupe développa un "concept" possible de négociations" pour activer un dialogue entre le gouvernement sud-africain et la majorité noire. Le concept fut présenté au gouvernement en mars de 1986 et postérieurement au CNA, au Front Démocratique Uni et à d'autres groupes en Afrique du Sud.

Après s'être retrouvés avec la commission constitutionnelle du cabinet sud-africain le 19 mai de 1986, le GPE retourna à Londres à formuler son rapport final, publié le 12 juin. Il conclut que le gouvernement sud-africain "n'est déjà pas prêt à négocier des changements fondamentaux ni d'approuver la création de structures vraiment démocratiques ni de faire face au prospect dans un avenir prévisible de la fin de la domination par les blancs et du pouvoir des blancs." ^{1.}

1. Les membres du GPE étaient : Malcolm Fraser et le général Olusegun Obasanjo, coprésidents; Lord Barber de Wentbridge,

II

Le Groupe du Commonwealth sur l'Afrique du Sud conclut à regret mais sans équivoque qu'en ce moment le gouvernement sud-africain n'est pas prêt à et n'a aucune intention de négocier de bonne foi. Son concepte de la négociation n'en est pas un qui puisse s'accorder avec les problèmes croissants de l'Afrique du Sud. Le groupe tira cette conclusion par suite des communications et discussions du gouvernement même.

En plus de récents actions du gouvernement ont davantage embrouillé la possibilité de négociations et ont confirmé l'opinion de notre groupe que nous n'avons pas affaire à un gouvernement qui veuille négocier. Ce matin de mai quand le groupe se retrouva avec huit ministres gouvernementaux de la commission du cabinet à Cape Town, l'Afrique du Sud attaqua trois pays voisins, membres du Commonwealth, dont deux avait nommé au Groupe du Commonwealth le général Obasanjo et John Malecela. Cela était une provocation significative. Tout de même le groupe continua avec sa réunion, voulant insister au bout final sur la possibilité d'obtenir des négociations. Par suite le gouvernement introduisit la nouvelle législation de sécurité

Dame Nita Barrow, John Malecela, Sardar Swaran Singh et sa révérence l'archevêque Edward W. Scott. Ils furent nommés par sept leaders du Commonwealth et par le secrétaire-général Shridath S. Rampal.

draconienne que le conseil du président fit passer contre les objections du parlement; celle-ci était tout à fait innécessaire, donnée la panoplie de pouvoirs déjà disponibles. Les observations du président d'état P.W. Botha étaient intmmsigeantes. Des attaques renovelées sur la crédibilité et le caractère du CNA étaient lancés.

Il importe comprendre pourquoi le gouvernement tourna la face contre les négociations au moment où elles se trouvaient à portée de main dans les doncitions du "concept possible de négociations" que le GPE lui avait soumis il y avait trois mois. Le concepte proposait d'actions spécifiques par le gouvernement pour créer uneclimat de confiance, c'est à dire: "rappel du militaire des communes, stipulant la liberté d'assemblée et de discussion et la suspension de détention sans procès; la libération de Nelson Mandela et d'autres prisonniers politiques et détenus; lever la proscription du CNA et du CPA et permettre l'activité politique normale." Le concepte aussi proposa que réciprocement le CNA et d'autres annoncent qu'ils suspendraient la violence et entreraient en négociations.

Le gouvernement avait auparavant accepté l'idée d'une suspension de violence mais plus tard retourna à son insistance sur le renoncement de violence "comme un moyen de gagner des but politiques", une demande qui ne pourrait pas être réalisée et qui était, au jugement commun du groupe, irraisonnable. Le rapport du Commonwealth explique notre avis qu'il n'était

ni possible ni raisonnable pour un peuple d'avoir à jamais renoncé le seul pouvoir qui leur était disponible pour le cas où le gouvernement quittât la table de négociations. Dans une situation où un peuple n'a pas de droits et ne participe pas dans son gouvernement finalement on ne peut pas les nier le droit de prendre armes.

Le gouvernement ne réagit pas à la proposition de donner à Nelson Mandela la possibilité de communiquer avec d'autres leaders des noirs, soit en prison soit autre part en Afrique du Sud. Après le départ du pays de notre groupe, le gouvernement a essayé d'organiser une réunion entre Mandela et le cheff Mangosuthu Buthelezi mais Mandela insista, tout raisonnablement, que d'abord il se retrouve avec son propre peuple pour former une opinion de groupe authentique. Les discussions entre Mandela et Buthelezi auraient dû avoir lieu plus tard.

Il est bien possible que ce fût contre le gré du gouvernement de faire face au prospect de négocier avec une opposition africaine unie et dirigée par Mandela. D'après les discussions que nous eumes avec Nelson Mandela, dont compte complet était rendu au gouvernement, le prospect était probable. A l'avis de Buthelezi, il faut la libération de Mandela pour désamorcer la violence et amener une solution.

Le gouvernement réiterait tout le temps que l'exercice des droits économiques et politiques dans sa dispense

constitutionnelle devrait être par moyen des groupes raciaux ce qui nécessiterait le maintien de l'Acte d'Enregistrement de la Population qui stipule que les individus soient classés par race. Pendant tous nos discussions entre lui et notre groupe, le gouvernement soulignait que toute dispense ne serait négociée que dans un contexte de son programme de réforme qui se concerne au fond des droits du "groupe" plutôt que des droits de l'individu. C'est à dire qu'il "donnerait expression aux aspirations individuelles seulement dans les limites de leurs groupes ethniques" comme l'exprime le rapport du GPE; les droits de groupe "auraient la préséance sur les droits individuels avec assurances intégrales qu'aucun groupe ne puisse être dominé par d'autres." Cette primauté des droits de groupe par contre aux droits individuels exclut l'établissement d'une structure vraiment démocratique et est concue à perpétuer le contrôle du pouvoir par les blancs. D'autres positions du gouvernement hors de négociation sont que la politique des patries tribales ("homelands") reste en force et la constitution tricamérale actuelle soit la véhicule de la réforme future. Il semblerait que le gouvernement a décidé de procéder avec son programme et si nécessaire l'imposer par force croyant à tort que finalement un nombre suffisant de noirs le soutiendra.

III

Dans les conditions des politiques actuelles notre groupe est unanimément de l'avis qu'une descente

beaucoup plus profonde dans la violence est inévitable. Les leaders des noirs étaient toujours sceptiques au sujet de l'intention du gouvernement de négocier de bonne foi. A leurs yeux notre rapport confirmara leur scepticisme, encore que bien sûr notre groupe ne cherchait pas de le faire. Toutes choses égales d'ailleurs, les éléments plus radicaux emploieront le rapport à faire acceptées des décisions qui entraînent la guerrilla de grande envergure d'un type que les noirs gagneraient inévitablement dans le temps mais à un coût énorme en termes de vies des noirs et des blancs comme "cibles molles" (c'est à dire, des civils) seraient de plus en plus attaquées par chaque côté. Il faut encore ajouter la grande destruction de propriété et de biens immobiliers.

Il ne reste qu'un facteur qui puisse empêcher cette sorte de destruction. Si les états majeurs de l'ouest qui ont du poids commercial vis-à-vis l'Afrique du Sud cherchent vraiment à exercer pression sur le gouvernement sud-africain, ces décisions qui tendent vers la plus grande violence puissent être déférées et même rendue innécessaires. Cette pression ne peut se montrer que par des sanctions. Sans de tels actions, l'opinion des leaders des noirs qu'ils se trouvent sans soutien fondamental de l'ouest sera encore une fois confirmée.

Le type de gouvernement qui sortira de violence augmentée par conflit civil de taille beaucoup plus grande soit d'ici huit ou dix ans, soit plus tard,

serait totalement radical, devant son allégeance aux pays dont il aurait pu obtenir armes et soutien. La politique de tout le subcontinent de l'Afrique du Sud serait agrie. Un tel gouvernement nationalisera toutes les corporations majeures. Les intérêts stratégiques, économiques et commerciaux de l'ouest seraient détruits.

Nous rejetons complètement l'affirmation que la pression forcera le gouvernement sud-africain à se replier sur lui-même. Cet opinion généralement tenue est de la désinformation magistrale. Jusqu'à présent elle a réussi à persuader des états majeurs à ne pas prendre des mesures substantives ni infliger des sanctions contre l'Afrique du Sud. Les Afrikanders n'ont en fait changé de cap que sous pression extrême. Aucun changement minimal qui a été récemment obtenu en Afrique du Sud résulta d'une pression importante, qui venait pour la plupart de l'Afrique du Sud, et non pas de la persuasion douce. Au cours des derniers cinq ou six ans; les deux chefs plus puissants du monde libre - le président Reagan et le premier ministre Thatcher - ont essayé à force de diplomatie, à force de l' "engagement constructif" à réaliser des changements. A ce moment, la condition des noirs est pire qu'au début de ces avances à cause des états d'urgence successifs et l' emploi de pouvoirs punitifs. Comment pourrait-on attendre que des paroles seules réussissent demain ou l'année prochaine?

Proposer une politique envers l'Afrique du Sud

était au-delà de la portée du Groupe de Personnages Eminent, mais le groupe offrit le jugement que si le gouvernement sud-africain vient à croire qu'au aucunes mesures économiques seront prises contre lui, le processus de changement perdra de vitesse et la descente dans la violence se précipitera. Le groupe constata davantage que l'absence actuelle de telles mesures a en fait différé des changements. De l'action efficace et concertée, suggère le groupe, "puisse offrir la dernière chance d'éviter de qui serait le pire bain de sang depuis la seconde guerre mondiale."

Bien que le rapport du groupe du Commonwealth ne donnât pas de détails des mesures qui purent être entreprises, nous comme coprésidents avons une opinion commune. Le gouvernement sud-africain est le plus vulnérable à des actions dans trois catégories générales et c'est le plus probable qu'il répondrait à pression qui en provenait.

La première concerne des mesures qui donneraient un message direct aux sud-africains blancs servant d'irritants à cause des inconvénients qu'elles causeraient.

C'était la ferme impression du Groupe du Commonwealth que l'action internationale qui blesse les électeurs blancs a été et peut être extrêmement efficace.

Dans cette catégorie, nous pensons en particulier à la proscription des liens aériens et à la révocation des services consulaires.

Nous croyons qu'il faudrait une proscription de liens aériens avec l'Afrique du Sud ainsi que des gens qui désirent y aller devraient voyager par Harare ou Lusaka. D'un coup la dépendance traditionnelle des états du front de l'Afrique du Sud serait renversée. Il serait dans le pouvoir des Etats Unis d'assurer que tout le monde respectait une telle mesure en faisant la conformité une condition des droits d'atterrissement à continuation.

Révoquer les services consulaires de l'Afrique du Sud ainsi que les Sud-africains devraient s'adresser aux ambassades d'autres pays pour obtenir des visas, etc, serait, de notre avis, une mesure qui communiquerait efficacement l'opposition internationale à l'apartheid. Les gouvernements continueraient, bien sûr, à fournir des services consulaires en Afrique du Sud pour leurs propres nationaux. De telles mesures aideraient à communiquer directement aux blancs en Afrique du Sud l'étendue de l'opposition internationale à l'apartheid parce que c'est principalement les blancs plutôt que les noirs qui se servent des lignes aériennes et des services consulaires.

La seconde catégorie touche à renforcer les restrictions banquaires et financières. Evidemment il n'y aura pas de nouvel investissement dans les circonstances actuelles, donc certaines pressions commerciales opèrent déjà. On pourrait les renforcer significativement en niant le crédit commercial et en gelant les comptes banquaires individuels et des compagnies. Ce sont

des choses qui inquiéteraient beaucoup les Sud-africains.

La troisième catégorie concerne la proscription de l'importation des produits en gros de l'Afrique du Sud - les minérales, la nourriture et les produits agricoles. L'Afrique du Sud est très vulnérable à l'égard de ses exportations. De notre avis même les minérales prétendues stratégiques pourraient être proscrites sans nuire à l'ouest ou sans nécessiter les acheter de l'Union Soviétique. D'autres pays pourraient les fournir et le changement technologique réduit la demande pour quelques minérales.

Sauf quelques choses clairement définies comme les armements, il est relativement facile pour un tiers d'expédier à l'Afrique du Sud les exportations commerciales d'autres pays. Bien que nous n'ayons pas de problème en revendiquant la restriction d'exportations commerciales à l'Afrique du Sud, nous soupçonnons qu'il puisse être plus dur d'obtenir l'accord des états principaux et nous doutons combien une telle restriction puisse réussir à cause de la possible rôle des tiers.

De l'autre côté il serait plus facile de mettre en pratique et surveiller des restrictions sur les ventes en exportation de l'Afrique du Sud même. Evidemment il serait important d'obtenir la conformité des principaux pays industriels en sus des Etats Unis et

du Royaume Uni, surtout le Japon et les pays européens parce qu'ils importent une quantité importante des produits sud-africains. Nous croyons trouver beaucoup de soutien en Europe pour un tel programme et nous savons que le Japon exécuterait [redacted] politique adoptée par les Etats Unis.

Un autre avantage de limiter l'achat des exportations sud-africaines est que ceci concernerait des produits qui sont presque tous fournis. En conséquence les pays importateurs ne se trouveraient pas pénalisés si ils devaient acheter d'autres sources. Même les états du front ont revendiqué les sanctions économiques, tenant bien compte des risques qu'ils y courrent.

L'Accord de Nassau nota les mesures déjà accordées par les pays du Commonwealth pour montrer leur opposition à l'apartheid et constata que d'autres mesures seraient considérées si des progrès significatifs ne se fassent pas dans six mois. Parmi les mesures suggérées par l'accord pour considération étaient les proscriptions de liens aériens et d'importation de produits agricoles dont nous avons fait mention dans cet article. L'accord expliqua bien nettement un nombre de mesures additionnelles que l'on pourrait appliquer, c'est à dire: terminer les accords de contributions fiscales doubles avec l'Afrique du Sud; terminer toute aide gouvernementale à, investissement en et commerce avec l'Afrique du Sud; proscrire toute procuration gouvernementale en Afrique du Sud; proscrire contrats gouvernementaux

avec des compagnies dont la majorité des actions appartiennent aux Sud-africains; et proscrire la promotion de tourisme à l'Afrique du Sud. Bien que nous soutenons ces mesures, nous ne croyons pas qu'elles puissent être du tout suffisantes. Elles n'attaqueraient pas le cœur de la structure économique du pays et nous croyons que le gouvernement sud-africain sentirait qu'il pourrait bien survivre malgré elles.

Davantage la proscription suggérée par l'accord sur investissements premiers et sur le nouvel investissement des profits gagnés en Afrique du Sud puisse parvenir à quelque but mais en tout cas à cause des développements politiques internaux beaucoup d'investissement nouveau n'est plus probable. De telles mesures sont donc pour la plupart symbolique.

IV

Comme commentaire générale nous constatons que la revendication des opposants des sanctions que les sanctions détruiront l'Afrique du Sud est fausse. C'est plutôt la continuation de l'apartheid qui mènera à la violence augmentée qui détruira l'économie du pays. Il est possible que les sanctions fassent fermer des usines ou des mines, mais celles-ci pourraient être ouvertes de nouveau quand la situation politique est résolue. Mais s'il y a conflit qui comprend une guerrilla ou une guerre civile, le dommage à l'économie pourrait être massif

et beaucoup plus difficile à réparer qu'aucun effet des sanctions.

On constate aussi que les sanctions ne seront pas efficaces. Nous n'acceptons pas cet avis. Par exemple, les décisions des banques internationaux l'année dernière à refuser à renouveler les crédits à court terme et à commencer à rappeler leurs prêts à long terme avait un impact réel sur l'Afrique du Sud. Même dans le cas du Zimbabwe (alors la Rhodésie), malgré les efforts de l'Afrique du Sud à contrecarrer les sanctions contre ce pays-là, les hommes politiques à travers la gamme d'opinion politique de Zimbabwe accepteraient maintenant que les sanctions avaient vraiment quelque effet. Dans le cas de l'Afrique du Sud, si les sanctions étaient mises en pratique par tous les principaux pays industriels, il n'y aurait pas de pays voisin qui veuille fournir le conduit pour circonvenir les sanctions internationales, comme faisait l'Afrique du Sud dans le cas de la Rhodésie.

Il est important de comprendre aussi que le gouvernement sud-africain croit en sanctions économiques comme instrument de politique nationale. Il a mis en pratique de telles mesures contre ses voisins à plusieurs reprises et ses discussions avec nous ont nettement montré que ses ministres redoutent que l'on inflige des sanctions contre leur pays.

Il est très net que la diplomatie douce et la persuasion calme ont échoué. C'est notre très ferme avis que

le gouvernement sud-africain ne sera jamais bougé par de telles avances et en fait qu'il ne sera bougé que par des pressions; et ce qu'il a déjà fait, quelque peu qu'il soit, a été principalement obtenu à force de pression interne. Il n'y a pas de garantie que les sanctions réussissent mais des pressions internationales beaucoup augmentées qui comprennent l'emploi des sanctions offrent la seule chance d'éviter que la tragédie dont nous parlons entraîne la destruction de tous les intérêts de l'ouest en Afrique du Sud.

Nous soulignons le fait qu'il reste très peu de temps. Les leaders des noirs se patientent depuis des décennies mais ils commencent à perdre cette patience. Sans des sanctions importantes et efficaces des Etats Unis et du Royaume Uni qui donneraient un exemple au reste du monde industriel, les leaders des noirs décideront qu'on les laisse tous seuls et qu'ils doivent beaucoup intensifier leur lutte pour des droits politiques. Celle-ci comprendrait commencer une guerrilla totale avec des conséquences pour tout le subcontinent de l'Afrique du Sud. Si l'ouest n'a pas montré de soutien important avant cet automne, de notre avis les leaders des noirs prendront ces décisions irréversibles. Une fois commencée une guerrilla, il sera presque impossible de retourner à la table des négociations jusq'au moment où une côté soit épuisée par de longues années de conflit.

A ce point il sera important pour les Etats Unis et

le Royaume Uni d'être dans une position d'influence. Même si nous savions que les sanctions ne réussiraient pas (et personne ne peut supposer cela avec aucune validité) nous favoriserions toujours que l'ouest infligent des sanctions. Cela est important pour la conduite de la politique extérieure américaine et britannique dans de nombreuses diverses parties du monde. Davantage, l'effet des sanctions auraient été d'abréger considérablement le conflit en comparaison à sa durée sans sanctions.

Si l'Amérique et la Bretagne n'agissent pas, une fois éclatée d'une façon majeure la guerrilla en Afrique du Sud, on dira: si seulement l'Amérique eût agi, si seulement la Grande Bretagne eût agi. Les conséquences d'inaction maintenant resteraient avec les Etats Unis et la Grande Bretagne pour beaucoup d'années et limiteraient sévèrement leur influence dans de nombreuses parties du monde. Tous les deux pays se nombraient parmi les grandes forces libératrices au cours des derniers cinquante ans. Il serait tragique que cette réputation soit maintenant entachée.